

Accords de Bretton Woods—Loi

Si le FMI considère maintenant que toute tentative pour mettre en oeuvre le plan Baker est vouée d'avance à l'échec, et s'il est vrai que nous devons en faire notre deuil, que nous reste-t-il alors? Sommes-nous encore capables de nous rendre compte qu'il y a crise? De comprendre l'importance des choses, ou en sommes-nous au point de dire que nous pouvons faire cavaliers seuls en Amérique du Nord en laissant le reste du monde mourir de faim? J'espère que mon collègue d'Ottawa-Carleton se rappellera son expérience dans les pays du tiers monde pour nous dire s'il est d'accord ou non pour imposer la politique de Margaret Thatcher à des pays comme le Kenya.

M. Friesen: Monsieur le Président, le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) et son collègue de Spadina (M. Heap) nous ont longuement parlé de l'Amérique centrale où la pauvreté à pris les proportions d'une crise qui nous préoccupe tous. Cependant, il y en a un ou deux, le général Umberto Ortega, qui est le frère de Daniel Ortega et ministre de la Défense, a déposé dans son compte en banque en Suisse, le compte n° 58946 de la Banque nationale de Paris, 1,5 million de dollars d'un seul coup. On ignore au juste combien il y avait déjà dans ce compte et combien les autres commandants ont dans des comptes en Suisse. Supposons qu'ils n'ont aucun argent. Supposons qu'il s'agisse juste de ce 1,5 million de dollars. Le député ne croit-il pas, étant donné la pauvreté qui sévit au Nicaragua et que nous avons tous pu constater, que cette somme aurait pu dans une large mesure remédier au problème de pauvreté et aider à la reconstruction du Nicaragua, si elle avait été investie dans l'économie du pays plutôt que dans un compte en banque en Suisse?

M. Cassidy: Monsieur le Président, je ne suis pas au courant des accusations portées par mon collègue. Il siège dans cette enceinte depuis longtemps. Je pourrais parier que, durant la période précédant l'arrivée au pouvoir des Sandinistes et la révolution au Nicaragua, il y a huit ou neuf ans, mon honorable collègue, malgré ses activités pour ce qui est de la réforme parlementaire et le reste, n'a jamais élevé la moindre plainte dans cette enceinte au sujet de la façon dont le régime Somoza saignait à blanc le Nicaragua, l'appauvissait sans cesse et retirait leur gagne-pain aux hommes, aux femmes et aux enfants du pays depuis non pas des années, mais bien des décennies.

M. Dick: Une erreur n'en excuse pas une autre.

M. Cassidy: Le ministre associé de la Défense nationale (M. Dick) pense, semble-t-il, qu'on n'avait rien à reprocher au général Somoza.

M. Dick: Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai précisé qu'une erreur n'en excusait pas une autre.

M. Cassidy: Les gouvernements américain et canadien se sont faits les complices de ce genre de choses. Depuis quatre ans que je siège dans cette enceinte, je n'ai jamais entendu mon collègue, le député de Surrey—White Rock—Delta-Nord (M. Friesen) affirmer une seule fois ce que je suis sur le point de dire, à savoir que selon moi, il est criminel pour les États-Unis de couper leurs liens commerciaux avec le Nicaragua, qui comptait auparavant sur d'excellents échanges au niveau des

bovins et d'autres produits agricoles avec les États-Unis. Ces échanges aidaient les Nicaraguayens à survivre et leur donnaient un niveau de vie décent.

Les États-Unis ont prétendu que le Nicaragua commerçait trop avec l'Union soviétique, mais bien entendu, cela ressemble au boycottage de Cuba, il y a 25 ans. Les États-Unis n'ont laissé au Nicaragua absolument aucun choix, car ils ont mis un terme à leurs échanges commerciaux avec ce dernier pays. Même aujourd'hui, malgré le processus de paix en marche au Nicaragua, cela n'a pas changé. J'invite mon honorable ami à faire tout son possible, tout comme moi, pour tâcher de détendre la situation et de permettre aux Nicaraguayens d'avoir accès à leurs marchés naturels dans toute l'Amérique du Nord, y compris les États-Unis, de sorte que tous les Nicaraguayens puissent jouir d'un niveau de vie raisonnable dans la paix et la justice.

• (1340)

M. Heap: Monsieur le Président, le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) a parlé de la dette d'un billion de dollars des 120 pays du tiers monde. Je voudrais lui demander de nous dire ce qu'il pense de ce qu'un économiste a déclaré hier à la conférence sur l'Amérique centrale. Il a dit que le seul moyen pour eux de rembourser cette dette, c'est d'avoir un excédent commercial. Si ces 120 pays avaient à eux tous un excédent commercial avec les autres pays, c'est parce que les autres pays auraient, selon cet économiste, un déficit commercial. Il se demande lequel des pays prêteurs serait disposé à accepter un déficit commercial pour permettre à ces pays d'avoir l'excédent nécessaire pour rembourser ce billion de dollars. Mon honorable ami peut-il faire de la lumière sur ce problème?

M. Cassidy: Oui, monsieur le Président. Je ne suis pas convaincu que le monde industrialisé se soit vraiment posé la question.

Je note que les États-Unis ont expédié 40 p. 100 de leurs exportations vers les pays en voie de développement en 1981, mais qu'ils ont perdu plus de la moitié de ces marchés. C'est notamment parce que les pays en voie de développement n'ont plus les moyens d'acheter. Cela à son tour contribue à expliquer une bonne partie du déficit commercial américain qui cause d'aussi grands problèmes. Nous sommes tous dans la même galère.

Je voudrais également faire une autre remarque qui s'adresse au député de Lanark—Renfrew—Carleton, au ministre associé de la Défense nationale, au député de Surrey—White Rock—Delta-Nord et à d'autres membres du parti conservateur. Je ne sais pas encore pourquoi certains d'entre eux semblent soutenir aveuglément tous les petits dictateurs de droite qui exploitent leurs pays moins développés. On n'est pas obligé d'appuyer ce genre de chose pour être un conservateur. Un conservateur peut très bien, il me semble, être partisan de politiques conservatrices sans pour autant être en faveur des violations des droits de la personne qui sont perpétrées dans ces pays qui sont souvent soutenus par les États-Unis et qui, malheureusement, sont souvent appuyés par des politiques préconisées par le Fonds monétaire international.